

# NANCRAS

## PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)

### LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

DOSSIER D'APPROBATION

*Conseil Municipal du 16 février 2017*

*Vu pour être annexé à la délibération du 16 février 2017, le Maire*



Code	Catégorie de servitude	Origine de la servitude	Date de l'acte instituant la servitude	service gestionnaire
<b>Servitudes relatives à la conservation du patrimoine</b>				
Patrimoine culturel - Monuments historiques				
AC1	Périmètres de protection éventuellement délimités par décrets en Conseil d'État autour des monuments historiques classés ou inscrits – articles L.621-1 à L.621-22, L.621-30-1 (1er alinéa) et L.621-31 du Code du patrimoine	Servitude de protection des monuments historiques – église de la Nativité de la Sainte Vierge inscrite MH	23/02/95	UDAP
Périmètre délimité des abords (PDA)			approuvé en CM du 16/02/2017	UDAP

<b>Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements</b>				
Énergie - Électricité et gaz				
I4 électricité	Périmètres à l'intérieur desquels ont été instituées des servitudes en application : des articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie	Lignes de distribution d'énergie électrique		ERDF

## COORDONNÉES DES GESTIONNAIRES

**ERDF**  
BP130  
17300 Rochefort

**STAP**  
Centre administratif Chasseloup-Laubat  
Avenue de la Porte Dauphine  
17021 La Rochelle cedex1

MINISTÈRE  
DE  
L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

BEAUX-ARTS.

INVENTAIRE SUPPLÉMENTAIRE  
DES  
MONUMENTS HISTORIQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2, dernier paragraphe;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi et spécialement les articles 12 et 31,

La Commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'église de Nancras ( Charente Inférieure )

appartenant à la commune de Nancras

est

inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

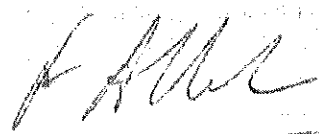
ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à

Paris, le 23 FÉV 1925



Signé  
F. ALBERT